

QUEL HORIZON INTERTERRITORIAL POUR LES POLITIQUES CULTURELLES?

Alain Faure, Directeur de recherche CNRS en science politique - [Laboratoire PACTE](#) - Université de Grenoble Alpes - Carnet de recherche : <http://enigmes.hypotheses.org/>.

Cette note d'impression a été rédigée suite à l'invitation à participer au colloque *Décentralisation et culture. Quel devenir pour les politiques publiques?* qui s'est tenu Nantes les 23 & 24 octobre 2013 à l'initiative de l'Observatoire des Politiques Culturelles.

« Lorsque chaque chose est pleinement vécue jusqu'au bout, il n'y a pas de mort ni de regrets, pas plus qu'il n'y a de faux printemps ; chaque moment vécu fait s'ouvrir un horizon plus vaste et plus large, dont la seule issue est la vie. »

Printemps noir - Henry Miller

En France, le monde de la culture et le « local » ont écrit des pages importantes de leur histoire commune à la Libération, avec les mouvements d'éducation populaire puis dans les premières années de la décentralisation culturelle. Pour reprendre la belle expression de Guy Saez dans sa conférence introductive, ce *roman historique* condense et cristallise tout à la fois des mouvements militants, l'empreinte de personnalités hors du commun, le volontarisme de l'Etat, le souffle des villes et la fraîcheur des régions, et, de façon plus profonde, des élans créatifs venant d'horizons intellectuels et de champs artistiques des plus variés. Heureusement, [l'Observatoire des Politiques Culturelles](#) a souhaité ne pas limiter les débats à un exercice d'hommage et de commémoration sur ce passé glorieux. Dans une analyse récente sur les grandes commémorations nationales (*La grande guerre, si loin si proche*, Seuil), Jean-Noël Jeanneney constate que 1914 n'alimente que faiblement la magie d'un grand *récit républicain* malgré des empreintes vives et un consensus puissant. Et il souligne que ce sont curieusement les fondations plus tourmentées et tellement contradictoires de la Révolution française qui continuent à produire l'élan symbolique le plus abouti, à la fois controversé et consensuel, à la fois identitaire et universel.

Peut-être les politiques culturelles traversent-elles actuellement un questionnement symbolique sur leur devenir qui pourrait illustrer ce même constat paradoxal, avec d'un côté

les *fondamentaux* consensuels et rassurants de la décentralisation culturelle *made in France* (années 60 et 80) et de l'autre des aspirations contemporaines fragmentées et antithétiques, singulières et mondialisées. Comment poser les promesses impensées de cette seconde équation sans céder aux sirènes rassurantes de la première? Peut-on échapper à la nostalgie des grands combats fondateurs dans la lignée de figures emblématiques comme Dumazedier, Malraux ou Lang, ces « *ligues dissoutes* » (pour reprendre la formule d'un intervenant lors de la séance inaugurale) que certains voudraient ressusciter pour faire face au « *vacarme marchand contemporain* » (sic)?...

Nous vous proposons d'aborder ce défi en gardant en mémoire la façon si tonique et passionnée qu'avait l'ami René Rizzardo de poser l'équation. Ce Grand Monsieur de la Décentralisation cultivait une conscience aigüe des éléments du passé mais il veillait toujours à ne les mobiliser que pour mieux les mettre à l'épreuve du destin commun et des nouveaux horizons que les acteurs de la culture devaient, inlassablement, réinventer dans chaque village, dans chaque ville et dans chaque région. Aujourd'hui, si les « politiques culturelles » possèdent un code génétique marqué par quelques idéaux flamboyants, il semble indispensable de ne pas oublier qu'elles ont généré un processus de professionnalisation et de spécialisation qui transforme radicalement (et aseptise souvent) les rouages de l'action publique. Dans ce colloque qui s'interroge frontalement sur le *devenir des politiques culturelles*, la question centrale n'est pas de savoir si le secteur culturel a perdu ses valeurs mais bien de comprendre pourquoi les nouvelles formes de régulation publique contiennent et contraignent les formes d'innovation et de démocratisation culturelles. Tout le monde constate le rôle décisif joué par les collectivités locales dans le formatage comme dans le pilotage des politiques publiques car la décentralisation n'a pas seulement rapproché l'Etat (au sens générique du terme) de ses *citoyens*, elle a aussi puissamment *territorialisé* des dispositifs, des savoir-faire et des *publics*. En rationalisant ses interventions *par le bas*, le secteur culturel s'est routinisé au gré des choix gestionnaires adoptés par les régions, par les départements et par les villes. Et comme dans tous les champs de l'action publique, le processus a imprimé simultanément des effets de standardisation et de différenciation, entraînant une profusion d'évolutions contradictoires au sein de chaque sous-secteur.

C'est dans ce contexte pour le moins bigarré que s'est engagé le débat au sein de l'atelier intitulé « *Quelles politiques culturelles dans un cadre de coopération territoriale renforcé?* ». L'animatrice (Marianne Sibertin-Blanc) a ouvert les échanges par un diagnostic sévère concernant la difficulté des villes, des départements et des régions à sortir des *sentiers institutionnels territoriaux* tracés autour de logiques plus administratives et managériales que créatives et participatives. Un élu municipal (Olivier Bianchi) a insisté sur les *frictions de souveraineté* qui opposaient de plus en plus souvent les intercommunalités pour planifier leurs nouvelles compétences dans le champ culturel. Un élu régional (Alain Gralepois) a insisté sur le nouveau langage commun qu'il faudra inventer pour faire dialoguer les villes à l'échelon régional, vantant les mérites du modèle incertain mais prometteur des *conférences régionales*. Un fonctionnaire départemental (François Ponthier) s'est inquiété des tendances actuelles à la *moyennisation*, à la *vitrification* et au *saupoudrage* dans les façons de concevoir le financement de la culture, sans qu'aucune *alchimie de la coopération* ne cristallise vraiment les ambitions communes sur un élan de type esthétique ou créatif. Une bibliothécaire (Laetitia Bontan) a insisté sur l'importance des politiques de diffusion et d'essaimage dans les départements ruraux, soulignant les nouveaux défis pour le moins complexes posés avec la numérisation et l'*Internetisation* de la lecture publique. De nombreux témoignages dans l'assistance ont ensuite alimenté les échanges, nous entraînant tour à tour sur des enjeux d'identité, de politisation, de légalité, de gouvernance, de cap, de passage à l'acte et même de fécondité... C'est enfin un invité étranger (l'écrivain anglais François Matarasso) qui a raconté, avec beaucoup de tact et d'humour, sa difficulté à entrer dans la discussion. Mobilisant la jolie métaphore de l'*accordéon* pour qualifier le système décentralisé français entremêlant le local au national, il a pointé la différence abyssale qui expliquait peut-être son incompréhension sur nos joutes verbales tellement byzantines, soulignant l'absence totale, en Angleterre, de politiques nationales volontaristes dans le champ de la culture.

Peut-être son témoignage sur les nouvelles coopérations culturelles à inventer n'était-il finalement pas si éloigné des diagnostics posés sur le cas français. C'est la belle découverte de cet atelier : la question de la *décentralisation culturelle* ne s'arrête ni ne se résout sur des questions de frontières, qu'elles soient géographiques, politiques, sectorielles, humaines ou techniques. Elle pose au contraire de façon frontale le défi en

apparence insoluble d'un destin commun qui serait résolument *interterritorial*. Je m'explique... Tout le monde s'accorde à reconnaître que la culture *échappe* pour partie aux politiques culturelles dès lors que ces dernières la mettent en équation à partir d'un traitement public territorialisé. Toutes les collectivités et tous les *secteurs* de l'action publique culturelle doivent dorénavant composer avec un brouillage des frontières sur l'identité et sur la citoyenneté des acteurs qui *font* de la culture. Le géographe Martin Vanier a brillamment ouvert la brèche (*Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*, Economica) en diagnostiquant la nécessité, pour les élus locaux, d'imaginer d'abord des priorités publiques centrées sur la confrontation et la compatibilité des visions du monde produites à chaque échelle territoriale (du village à l'Union européenne). Sans doute faut-il pousser beaucoup plus loin le diagnostic en discutant le dépassement d'autres frontières, celles qui séparent ou opposent le public et le privé, le communautaire et l'intime, le ludique et l'éducatif, l'identitaire et l'universel... Le *printemps* promis par la culture, c'est l'idée que les nouveaux modes de vie liés au processus de métropolisation et à la mondialisation dessinent des *épanouissements individuels* qui jamais ne se réduisent ou ne se limitent à des régimes de souveraineté et de citoyenneté. Il y a, dans cette énigme, un *horizon interterritorial* à inventer, à raconter et à promouvoir sur lequel les politiques culturelles initiées par les collectivités locales possèdent des marges considérables de manœuvre et d'innovation. Et qui se situent sans doute, reconnaissons-le, assez loin de la double symbolique étatiste et communaliste du *jardin à la française*...